



Décret n° 2023-122 du 21 février 2023 précisant certaines formalités administratives relatives aux taxes annuelles sur l'affectation des véhicules à des fins économiques et à la taxe à acquitter par l'employeur d'un travailleur étranger ou accueillant un salarié détaché temporairement par une entreprise non établie en France

NOR : ECOE2237317D

ELI : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2023/2/21/ECOE2237317D/jo/texte>Alias : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2023/2/21/2023-122/jo/texte>JORF n°0046 du 23 février 2023

Texte n° 1

Version initiale

Publics concernés : redevables des taxes annuelles sur l'affectation des véhicules à des fins économiques et employeurs de travailleurs étrangers ou accueillant des salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France.
Objet : préciser certaines formalités administratives afférentes aux taxes mentionnées à l'[article L. 421-93 du code des impositions sur les biens et services](#) (CIBS) et à l'[article L. 436-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#) (CESEDA).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret est pris pour les besoins de la mise en œuvre de plusieurs taxes :

- s'agissant des taxes sur l'affectation des véhicules à des fins économiques prévues au [code des impositions sur les biens et services](#), il fixe la date limite à laquelle une attestation doit être établie, par les personnes qui disposent dans le cadre d'une formule locative de longue durée d'un véhicule à moteur isolé, soit d'une remorque soit d'un véhicule tracteur et qui ont convenu avec le loueur que ce dernier soit redevable de la taxe, conformément aux dispositions de l'article L. 421-160 du CIBS, modifié par le [46° du VI de l'article 9 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022](#) de finances rectificatives pour 2022. A cette fin, il modifie le [décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021](#) portant diverses mesures d'application de l'[ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021](#) portant [partie législative du code des impositions sur les biens et services](#) et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne ;

- s'agissant de la taxe annuelle acquittée par les employeurs de main d'œuvre étrangère prévue à l'article L. 436-10 du CESEDA, il précise les modalités déclaratives et de paiement de la taxe.

Références : le décret peut être consulté sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr/>).

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,

Vu le [code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile](#), notamment ses articles L. 436-10 et L. 436-11 ;

Vu le [code des impositions sur les biens et services](#), notamment son article L. 421-160 ;

Vu le [code général des impôts](#), notamment ses articles 287, 298 bis et 302 septies A ;

Vu le [décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021](#) portant diverses mesures d'application de l'[ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021](#) portant [partie législative du code des impositions sur les biens et services](#) et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne,

Décète :

Article 1

La sous-section 1 de la section 1 du chapitre 2 du titre premier du décret du 30 décembre 2021 susvisé est ainsi modifiée :

1° L'intitulé de la sous-section est ainsi rédigé : « Taxe sur les déplacements routiers » ;

2° Avant l'article 39, l'intitulé est ainsi rédigé :

« Paragraphe 1

« Taxe sur l'immatriculation des véhicules » ;

3° Elle est complétée par un paragraphe 2 ainsi rédigé :

« Paragraphe 2

« Taxes sur l'affectation des véhicules à des fins économiques

« Art. 41-1. - L'attestation mentionnée au troisième alinéa de l'article L. 421-160 du code des impositions sur les biens et services est

établie au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible. »

Article 2

L'article D. 436-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 436-2. - La taxe annuelle acquittée par les employeurs de main d'œuvre étrangère prévue à l'article L. 436-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est déclarée et liquidée par le redevable selon les modalités suivantes :

1° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime normal d'imposition mentionné au 2 de l'article 287 du code général des impôts, la déclaration est souscrite sur l'annexe à la déclaration mentionnée au 1 du même article 287 et déposée au titre du mois de janvier ou du premier trimestre de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible ;

2° Pour les redevables de la taxe sur la valeur ajoutée soumis au régime réel simplifié d'imposition mentionné à l'article 302 septies A du code général des impôts ou à celui prévu à l'article 298 bis du même code, la déclaration est souscrite sur la déclaration annuelle mentionnée au 3 de l'article 287 du même code et déposée au titre de l'exercice au cours duquel la taxe est devenue exigible ;

3° Dans tous les autres cas, la déclaration est souscrite sur l'annexe à la déclaration prévue au 1 de l'article 287 du code général des impôts et déposée auprès du service de recouvrement dont relève le siège ou le principal établissement du redevable, au plus tard le 25 février de l'année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible.

Les dates de déclaration, liquidation et paiement résultant du présent article peuvent être modifiées par arrêté du ministre chargé du budget.

Article 3

L'article 1er est applicable aux taxes pour lesquelles l'exigibilité intervient à compter du premier jour du trimestre civil suivant celui au cours duquel intervient la publication du présent décret.

L'article 2 est applicable à la taxe pour laquelle le fait générateur intervient à compter du 1er janvier 2023.

Article 4

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'intérieur et des outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 21 février 2023.

Élisabeth Borne
Par la Première ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
Bruno Le Maire

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer,
Gérald Darmanin